

N° 8188³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :

- 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**
- 2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA CULTURE

(27.6.2023)

La Commission de la Culture se compose de : Mme Djuna BERNARD, Présidente-Rapportrice ; Mme Semiray AHMEDOVA, Mme Nancy ARENDT épouse KEMP, Mme Simone ASSELBORN-BINTZ, M. André BAULER, M. Emile EICHER, M. Fred KEUP, M. Pim KNAFF, Mme Josée LORSCHÉ, Mme Elisabeth MARGUE, M. Georges MISCHO, Mme Octavie MODERT, Mme Lydia MUTSCH, Mme Nathalie OBERWEIS, Mme Lydie POLFER, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Madame la Ministre de la Culture a procédé au dépôt officiel du projet de loi n° 8188 à la Chambre des Députés en date du 30 mars 2023. Au texte gouvernemental étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche financière, une version coordonnée des articles 112 et 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avant-projet de loi a été présenté à la Commission de la Culture le 16 mars 2023.

Le projet de loi a été renvoyé en Commission de la Culture le 20 avril 2023.

La Chambre de Commerce a rendu un avis le 16 mai 2023.

Le Conseil d'État a rendu un avis le 6 juin 2023.

En date du 22 juin 2023, la Commission de la Culture a désigné Madame la Présidente Djuna Bernard comme rapportrice du présent projet de loi et a procédé à l'examen de l'avis du Conseil d'État du 6 juin 2023.

Lors de sa réunion du 27 juin 2023, la Commission de la Culture a adopté le présent rapport.

*

II. OBJET

Créé dans le cadre de la Capitale européenne de la Culture 1995, le *Casino Luxembourg – Forum d’art contemporain*, en tant que première institution de ce type dans le nouveau paysage culturel du Luxembourg des années 1990, a ouvert la voie à l’art contemporain et a largement contribué à son rayonnement, créant une demande tant de la part des artistes que du public.

Plus qu’un milieu de monstration, l’institution s’est voulue dès le départ être un lieu d’échange et de rencontre – le nom de « Casino » se référant à une époque où le terme désignait un tel lieu. Le *Casino Luxembourg* a amorcé le changement du musée conteneur d’objets renommés de valeur artistique et/ou culturelle en un lieu de production, de création et d’expérimentation artistiques et de médiation. La dénomination de « forum » a permis de mettre l’accent sur l’ouverture du lieu et la volonté d’y accueillir des formes de création contemporaine très variées, ceci afin de les faire dialoguer entre elles, mais aussi avec le public. Aujourd’hui, il s’agit toujours du premier et unique forum d’art contemporain au Grand-Duché de Luxembourg dont le but est de présenter la création contemporaine afin d’en souligner la diversité et la complexité.

Poussé par l’ambition de s’établir en tant qu’institution d’envergure internationale et grâce à des expositions et collaborations pertinentes, le *Casino Luxembourg* a réussi à se positionner, dès ses premiers projets, au rang international et à être reconnu pour son axe novateur et son approche expérimentale. Grâce à lui, le Luxembourg s’est installé sur la carte mondiale de l’art contemporain, entraînant par sa visibilité et son engouement partagé, une ouverture pour les artistes luxembourgeois au plan international.

En 2021, le Casino Luxembourg a repris, à la demande du ministère de la Culture, les anciens locaux de la galerie *Konschthaus Beim Engel* pour y installer le *Casino Display*. En l’absence d’une école d’art au Luxembourg, le nouvel espace se veut une plateforme d’orientation, d’échange, de travail et de recherche avec pour but la promotion et le soutien de la très jeune création. Depuis, le *Casino Display* a établi des partenariats avec des écoles d’art, de la Grande-Région mais aussi au niveau international, de sorte à renforcer les liens avec le milieu de l’enseignement artistique supérieur et d’être en contact permanent avec les étudiants en art ainsi que les enseignants. La notion de recherche artistique est désormais le point principal du programme du *Casino Display*, ce dernier étant constitué de différentes plateformes de recherche et d’expérimentation dont une résidence d’artiste.

Après vingt-cinq ans d’existence, le Casino Luxembourg est aujourd’hui une référence incontestable, un lieu incontournable dont le programme est suivi et apprécié par les professionnels et amateurs d’art contemporain nationaux autant qu’internationaux. L’association a largement fait ses preuves et constitue un élément incontournable dans l’écosystème luxembourgeois des arts visuels et de la création contemporaine. Avec un budget somme toute modeste de 2 695 444 euros en 2022 et, avec 15,25 ETP, une équipe relativement petite pour la gestion de deux lieux, *Casino Luxembourg* propose une programmation riche et variée, mélangeant les genres, voire même disciplines, et accompagnant ses expositions de publications, visites guidées, conférences, tables rondes, workshops, etc. ainsi qu’un programme de médiation permettant à tout public la bonne compréhension et l’appréciation de la création contemporaine sous tous ses aspects.

Le présent projet de loi entend donner suite à la recommandation n°12 du plan de développement culturel 2018-2028 (« *Kulturentwécklungsplang* ») qui prévoit une réflexion sur les formes juridiques et le fonctionnement des institutions culturelles du secteur conventionné.

D’un point de vue juridique, financier et organisationnel, le changement de forme juridique en établissement public se justifie à plusieurs égards :

- l’association sans but lucratif remplit déjà à l’heure actuelle des missions et activités ayant un caractère de service public ;
- le conseil d’administration est constitué, entre autres, de représentants de l’État ;
- la majeure partie des ressources financières est constituée d’une dotation de l’État.

D’ailleurs, un rapport rédigé en date du 9 juillet 2008 par la Cour des comptes sur demande de la Commission du Contrôle de l’exécution budgétaire au sujet des associations sans but lucratif « paratâtiques » dans le domaine de la culture conclut que l’association sans but lucratif *Casino Luxembourg* devrait « à l’avenir revêtir la forme juridique de l’établissement public sans pour autant perdre la flexibilité requise pour satisfaire les attentes du public ».

Au regard de ce qui précède, notamment des missions de service public et de la dotation financière de l'État, la forme juridique de l'établissement public paraît également adaptée car elle permet d'exercer une tutelle étatique de façon plus claire et efficace :

- la tutelle du ministre est inscrite dans la loi ;
- certaines décisions doivent être soumises pour approbation au ministre de tutelle (p.ex. politique générale, programmes d'investissements, engagement et licenciement du directeur,...) ;
- certaines décisions doivent être soumises pour approbation au Conseil de gouvernement (p.ex. approbation des comptes de fin d'exercice, emprunts et garanties,...) ;
- l'établissement est soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Au final, la forme d'établissement public permet une assise légale plus solide ainsi qu'une gestion plus efficace et plus professionnelle au regard des missions de service public et de la participation financière étatique.

Transformer l'actuelle association sans but lucratif en un établissement public permettra ainsi de reconnaître sa mission publique spécifique, de pérenniser sa fonction de forum d'art et de lieu d'expérimentation en arts visuels ainsi que de professionnaliser sa structure encore davantage.

*

III. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Avis de la Chambre de Commerce du 16 mai 2023

Dans son avis du 16 mai 2023, la Chambre de Commerce marque son accord avec le projet de loi tout en s'interrogeant sur plusieurs dispositions relatives à l'organisation du nouvel établissement public, entre autres sur celles concernant les modalités de nomination des membres du conseil d'administration ainsi que les modalités de renouvellement de leurs mandats. Pour le détail des observations de la Chambre de Commerce, il est renvoyé à l'avis complet.

*

IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Avis du Conseil d'Etat du 6 juin 2023

Dans son avis du 6 juin 2023, le Conseil d'État n'émet pas d'opposition formelle mais formule plusieurs observations d'ordre légistique. Pour le détail des observations de la Haute Corporation, il est renvoyé à l'avis complet.

*

V. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Observations générales

La Commission de la Culture tient dûment compte des observations d'ordre légistique émises par le Conseil d'État dans son avis du 6 juin 2023, sauf indication contraire.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} vise à instituer un établissement public dénommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » sous la tutelle du ministre ayant la Culture dans ses attributions.

En tant qu'établissement public, le « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » est doté de la personnalité juridique, jouit de l'autonomie financière et administrative et bénéficie de la liberté artistique, ce qui revient à lui conférer une indépendance totale quant à la programmation artistique de l'établissement public.

En outre, le lieu d'établissement du « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » se trouve à Luxembourg.

Article 2

L'article 2 précise les missions attribuées à l'établissement public qui résultent de l'objet social de l'association sans but lucratif que l'établissement public sous rubrique est censé remplacer ; celles-ci comprennent entre autres la mission de faire figure de centre de création, d'expérimentation et de discussion au niveau national dans le domaine des arts visuels et de la création contemporaine, la promotion de la création artistique au Luxembourg et l'organisation de manifestations culturelles, socioculturelles et pédagogiques en rapport avec son programme.

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, il est loisible à l'établissement public de conclure des conventions avec des personnes tierces, qu'elles soient physiques ou morales, de s'associer avec des partenaires issus des secteurs public et privé, qu'ils soient des personnes physiques ou morales, ainsi que d'adhérer à des fédérations et réseaux nationaux ou internationaux.

Dans son avis du 6 juin 2023, le Conseil d'État indique que la partie de phrase « , notamment à travers des collaborations et des coproductions institutionnelles et des partenariats avec des écoles d'art » peut être omise en ce qu'elle ne revêt qu'un caractère illustratif.

Lors de sa réunion du 22 juin 2023, la Commission de la Culture décide de donner suite à l'observation du Conseil d'État et procède à la suppression de la partie de phrase visée.

Article 3

L'article 3 traite de la gouvernance de l'établissement public.

Paragraphe 1^{er}

L'administration de l'établissement public incombe à un conseil d'administration composé de neuf membres dont cinq représentent l'État, c'est-à-dire qu'ils seront issus des ministères, et les quatre autres sont des personnalités du monde culturel ou associatif reconnues pour leurs compétences.

Paragraphe 2

La qualité de membre du conseil d'administration de l'établissement public est incompatible avec celle de fonctionnaire ou employé de l'État qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement public ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'État en faveur de l'établissement. En outre, existent des incompatibilités avec les mandats au sein du Gouvernement, de la Chambre des Députés, du Conseil d'État et du Parlement européen.

Dans son avis du 6 juin 2023 et à titre d'observation d'ordre légistique, le Conseil d'État indique qu'il faut écrire « Chambre des Députés » avec un « d » minuscule.

Lors de sa réunion du 22 juin 2023, la Commission de la Culture décide de passer outre cette observation en se référant à l'orthographe utilisée notamment par la Constitution et le Règlement de la Chambre des Députés.

Paragraphe 3

Le paragraphe 3 vise à établir une représentation équilibrée de chaque sexe au sein du conseil d'administration. Par conséquent, il est prévu que le nombre de membres du conseil d'administration de chaque sexe ne peut être inférieur à quatre.

Paragraphe 4

La nomination et la révocation des membres du conseil d'administration incombe au Grand-Duc qui exerce cette prérogative sur proposition du Gouvernement en conseil. La durée du mandat de membre du conseil d'administration de l'établissement public est de cinq ans, renouvelable une fois à son terme.

Paragraphe 5

Parmi les membres du conseil d'administration, le Gouvernement en conseil désigne un président et un vice-président sur proposition du ministre ayant la Culture dans ses attributions. Le président représente l'établissement dans tous les actes publics et privés.

Paragraphe 6

Le remplacement d'un membre du conseil d'administration, en cas de démission, de décès ou de révocation avant terme du mandat, advient dans un délai de trois mois à partir de la vacance de poste par nomination d'un nouveau membre conformément aux dispositions du paragraphe 4 ; le membre du conseil d'administration nommé en vertu du présent paragraphe achève le mandat de celui qu'il remplace.

Paragraphe 7

Le conseil d'administration dispose de la faculté de désigner un secrétaire administratif qui ne fait pas partie du conseil d'administration et peut également recourir à l'avis d'experts qui, eux, sont admis à assister avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration si tel est le souhait de ce dernier.

Paragraphe 8

Un règlement grand-ducal détermine les indemnités et jetons de présence des membres et participants aux réunions du conseil d'administration ; les indemnités et jetons de présence sont à charge de l'établissement public.

Article 4

L'article 4 précise les attributions du conseil d'administration et les modalités de l'exercice de ces dernières.

Paragraphe 1^{er}

Le paragraphe 1^{er} pose le principe général selon lequel le conseil d'administration prend toutes les décisions en relation avec la gestion de l'établissement public de manière autonome à l'exception des décisions qui relèvent de l'approbation du ministre ayant la Culture dans ses attributions. Les décisions soumises à l'approbation du ministre ayant la Culture dans ses attributions concernent notamment la politique générale de l'établissement public dans l'accomplissement de ses missions, l'organigramme, la grille des emplois ainsi que les conditions et modalités de rémunération du personnel de même que les budgets d'exploitation et d'investissement.

Paragraphe 2

Le paragraphe 2 soumet l'exercice du droit d'approbation du ministre ayant la Culture dans ses attributions à un délai de trois mois à compter de la réception de la décision du conseil d'administration ; passé ce délai, l'approbation est présumée et la décision en cause peut être exécutée.

Paragraphe 3

De plus, l'approbation du Gouvernement en conseil est requise pour l'approbation des comptes de fin d'exercice ainsi que les emprunts et garanties à contracter par l'établissement public.

Article 5

L'article 5 traite des réunions du conseil d'administration ainsi que de son mode de délibération.

Paragraphe 1^{er}

Le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président convoque le conseil d'administration aussi souvent que les intérêts de l'établissement public l'exigent et au moins trois fois par an. Trois membres du conseil d'administration peuvent requérir la convocation du conseil d'administration. En outre, la convocation doit être expédiée au moins huit jours avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence à apprécier par le président. Finalement, la convocation est nécessairement accompagnée de l'ordre du jour.

Paragraphe 2

Le paragraphe 2 prévoit qu'en cas d'empêchement du président, la présidence du conseil d'administration incombe au vice-président ; si ce dernier se trouve également empêché, le membre non empêché le plus âgé assumera la présidence du conseil d'administration.

Paragraphe 3

Le paragraphe 3 instaure un quorum de présence à hauteur de la majorité des membres du conseil d'administration présents ou représentés par voie de procuration. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres du conseil d'administration présents ou représentés avec prépondérance de la voix du membre du conseil d'administration qui assure la présidence en cas de partage des voix. Les membres du conseil d'administration qui participent à la réunion en question par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification sont réputés être présents et leur présence réputée est dès lors prise en compte pour atteindre le quorum de présence susvisé. Ces moyens satisfont impérativement à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. En cas d'urgence et dans l'impossibilité de se réunir dans un délai raisonnable, il est loisible au président de décider d'avoir recours à la procédure écrite.

Paragraphe 4

Sans préjudice des présentes dispositions, un règlement d'ordre intérieur est établi qui détermine les modalités de fonctionnement du conseil d'administration.

Article 6

L'article 6 traite du directeur de l'établissement public.

Paragraphe 1^{er}

Le directeur est responsable de la direction de l'établissement public et exécute, à ce titre, les décisions du conseil d'administration et assure la gestion courante de l'établissement public.

Paragraphe 2

Aux termes du paragraphe 2, le directeur est le chef hiérarchique du personnel ; il est, à ce titre, habilité à soumettre au conseil d'administration des propositions en matière d'engagement et de licenciement du personnel.

Paragraphe 3

Le directeur est engagé sous un régime de droit privé régi par les dispositions du Code du travail.

Paragraphe 4

Le directeur est en droit d'assister aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative sur demande de ce dernier.

Article 7

L'article 7 concerne le personnel de l'établissement public autre que le directeur.

Paragraphe 1^{er}

Le personnel de l'établissement public est engagé sous le régime du droit privé régi par les dispositions du Code du travail.

Paragraphe 2

Le recrutement des membres du personnel de l'établissement se fait par le biais d'une annonce publique.

Paragraphe 3

L'établissement peut s'adjoindre des experts pour des missions spécifiques.

Article 8

L'article 8 concerne la convention pluriannuelle à conclure entre l'établissement public et l'État.

Paragraphe 1^{er}

La convention pluriannuelle a pour objet de régler les relations entre l'État et l'établissement public et traite, à cet effet, du développement de l'établissement public. La durée de la prédite convention est

de quatre ans. La convention pluriannuelle se base sur un programme d'activités pluriannuel arrêté par le conseil d'administration de l'établissement public et reflète ainsi la mission de l'établissement public, sa politique générale, ses choix stratégiques ainsi que ses objectifs et définit ses indicateurs de performance. En outre, la convention pluriannuelle précise les montants annuels à verser à l'établissement public par l'État à titre de dotation financière pour la durée de validité de la convention. Ainsi, la convention pluriannuelle garantit une certaine prévisibilité des engagements que l'État prend envers l'établissement public tout en obligeant ce dernier à établir un programme pluriannuel et à atteindre un certain nombre d'objectifs ainsi que d'indicateurs de performance. Il échet de noter que par indicateur de performance, l'on entend un facteur quantitatif ou qualitatif permettant de répondre à la question de savoir si les critères d'efficacité, d'efficience et d'économicité ont été respectés.

Paragraphe 2

Quant à l'exécution des engagements contractés en vertu de la convention pluriannuelle, le directeur doit régulièrement rendre compte au conseil d'administration.

Paragraphe 3

L'établissement public élabore annuellement un rapport sur l'exécution de la convention pluriannuelle sous rubrique à destination du ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Article 9

L'article 9 énumère les ressources dont dispose l'établissement public pour l'exécution de ses missions ; font notamment partie desdites ressources la contribution financière annuelle de l'État, dont le montant est déterminé par la convention pluriannuelle prévue à l'article 8, les revenus d'exploitation et de manifestations, les dons et legs en espèces et en nature ainsi que les emprunts.

Article 10

L'article 10 traite de la comptabilité de l'établissement public.

Paragraphe 1^{er}

La comptabilité de l'établissement public est soumise aux règles de la comptabilité commerciale et l'exercice financier coïncide avec l'année civile. À la clôture de chaque exercice, il incombe au directeur d'établir un projet de bilan et un projet de compte de profits et pertes.

Paragraphe 2

Sur proposition du conseil d'administration de l'établissement public, le Gouvernement en conseil nomme un réviseur d'entreprises agréé pour un mandat renouvelable de trois ans, pour procéder à la vérification des comptes annuels. Le réviseur d'entreprises remplit les conditions requises par la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant organisation de la profession de l'audit. Sa rémunération est à charge de l'établissement public. Il remet son rapport au conseil d'administration pour le 15 mars de l'année qui suit l'exercice financier concerné. Il peut être chargé par le conseil d'administration de procéder à des vérifications spécifiques.

Paragraphe 3

Avant le 1^{er} mai de chaque année, le conseil d'administration soumet au Gouvernement les comptes annuels comprenant le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que l'annexe arrêtés au 31 décembre de l'exercice écoulé, accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement de l'établissement, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprises agréé.

Paragraphe 4

Le Gouvernement en conseil statue sur la validation de l'affectation du résultat et sur la décharge à accorder au conseil d'administration. La décharge sera acquise de plein droit, si ce dernier n'a pas pris de décision dans le délai de deux mois à compter de la réception des documents visés au paragraphe 3 par le Gouvernement en conseil.

Paragraphe 5

La comptabilité de l'établissement public est soumise au contrôle récurrent de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés.

Article 11

L'établissement public bénéficie d'un affranchissement de tous impôts et taxes au profit de l'État et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires, de la taxe sur la valeur ajoutée et sous réserve qu'en matière d'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial, l'établissement public reste passible de l'impôt dans la mesure où il exerce une activité à caractère industriel ou commercial.

L'application de l'article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu concernant la restitution de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux est étendue à l'établissement.

Les actes passés au nom et en faveur de l'établissement sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et de succession.

Les dons en espèces alloués à l'établissement sont déductibles dans le chef du donateur à titre de dépenses spéciales dans les limites et conditions prévues par les articles 109 et 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Article 12

L'article vise à modifier les articles 112 et 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu afin d'y inclure les établissements publics à créer par le présent projet de loi ainsi que ceux à créer par les projets de loi n^{os} 8189, 8190, 8191 et 8192, à savoir le Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, l'Espace culturel des Rotondes, le Théâtre National du Luxembourg et Trois C-L – Maison pour la Danse. En effet, les articles 11 des prédites lois en projet instaurent un régime fiscal dérogatoire au droit commun applicable aux établissements à créer de manière qu'il s'impose de les faire figurer aux énumérations y afférentes aux articles 112 et 150 de la loi précitée du 4 décembre 1967.

Article 13

L'article 13 vise à modifier l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie afin d'y insérer les termes « des établissements publics sous la tutelle du ministre ayant la Culture dans ses attributions, » après les termes « instituts culturels de l'État, ». Cette insertion vise à instaurer la possibilité dans le chef du Fonds culturel national de recevoir des dons en espèces ou en nature pour le compte des établissements publics sous la tutelle du ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Article 14

L'article 14 prévoit un intitulé de citation pour la présente loi en projet une fois en vigueur.

Article 15

Par dérogation à l'article 4 de la loi du 23 décembre 2016 concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, l'entrée en vigueur de la présente loi en projet est fixée au 1^{er} janvier 2024.

*

VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DE LA CULTURE

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de la Culture propose à la majorité à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur suivante :

*

PROJET DE LOI

portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

Art. 1^{er}. Il est créé un établissement public sous la dénomination « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain », ci-après « établissement », sous la tutelle du ministre ayant la Culture dans ses attributions, ci-après « ministre ».

L'établissement est doté de la personnalité juridique, jouit de l'autonomie financière et administrative et bénéficie de la liberté artistique.

Le siège de l'établissement est établi à Luxembourg.

Art. 2. L'établissement a pour missions :

- 1° de faire figure de centre de création, d'expérimentation et de discussion au niveau national dans le domaine des arts visuels et de la création contemporaine ;
- 2° de promouvoir la création artistique au Luxembourg par un programme artistique et culturel de qualité et par un dispositif d'accompagnement et de suivi d'acteurs culturels professionnels et en cours de professionnalisation avec un accent particulier sur les protagonistes de la scène émergente ;
- 3° de promouvoir la création artistique du Luxembourg au niveau national ainsi qu'au niveau international ;
- 4° d'être un lieu de création, d'expérimentation, de production et de représentation d'œuvres d'art contemporain et de projets culturels et socioculturels de qualité ;
- 5° de présenter un programme artistique, culturel et socioculturel d'intérêt général de création, d'expérimentation, de production ou de diffusion d'envergure nationale ou internationale dans le domaine de l'art contemporain ;
- 6° d'organiser des expositions et conférences, en suscitant des échanges artistiques ;
- 7° d'organiser des manifestations culturelles, socioculturelles et pédagogiques en rapport avec le programme ;
- 8° d'organiser des activités éducatives et pédagogiques en rapport avec le programme et de développer les publics ;
- 9° d'assurer la médiation de tous les projets réalisés afin de les rendre accessibles à tout public ;
- 10° de réaliser des publications en relation avec ses activités ainsi que des produits sonores, audiovisuels ou informatiques sur tous supports existants ou à venir et gérer l'exploitation de ces produits ;
- 11° de gérer un fonds documentaire thématique et la réalisation d'archives iconographiques, sonores, audiovisuels et informatiques en rapport avec les activités de l'établissement ;
- 12° de gérer et exploiter dans le cadre des missions lui attribuées les immeubles mis à disposition par l'État.

En vue de l'exécution de ses missions, l'établissement est autorisé à conclure des contrats avec l'État ainsi qu'avec des personnes physiques ou morales, à s'associer avec des partenaires des secteurs public ou privé, personnes physiques ou morales, et à adhérer à des fédérations et réseaux nationaux ou internationaux.

Art. 3. (1) L'établissement est administré par un conseil d'administration de neuf membres dont cinq membres représentant l'État et quatre personnalités du monde culturel ou associatif reconnues pour leurs compétences.

(2) Ne peuvent devenir membres du conseil d'administration les fonctionnaires ou employés de l'État qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'État en faveur de l'établissement. Les membres du conseil d'administration ne peuvent être membres du Gouvernement, de la Chambre des Députés, du Conseil d'État ou du Parlement européen.

(3) Le nombre de membres de chaque sexe ne peut être inférieur à quatre.

(4) Les membres du conseil d'administration sont nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en conseil. Ils sont nommés pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois à son terme.

(5) Le président et le vice-président sont désignés par le Gouvernement en conseil parmi les membres du conseil d'administration sur proposition du ministre. Le président représente l'établissement dans tous les actes publics et privés.

(6) En cas de démission, de décès ou de révocation avant terme du mandat d'un membre du conseil d'administration, il est pourvu à son remplacement dans un délai de trois mois à partir de la vacance de poste par la nomination d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

(7) Le conseil d'administration peut choisir un secrétaire administratif hors de son sein. Il a la faculté de recourir à l'avis d'experts qui peuvent, à la demande du conseil d'administration, assister avec voix consultative au même conseil.

(8) Les indemnités et jetons de présence des membres et participants aux réunions du conseil d'administration sont fixés par voie de règlement grand-ducal et sont à la charge de l'établissement.

Art. 4. (1) Le conseil d'administration prend toutes les décisions en relation avec la gestion de l'établissement, sous réserve des décisions suivantes qui relèvent de l'approbation du ministre :

- 1° la politique générale de l'établissement dans l'accomplissement de sa mission ;
- 2° l'engagement et le licenciement du directeur et du personnel dirigeant ;
- 3° l'organigramme, la grille des emplois ainsi que les conditions et modalités de rémunération du personnel ;
- 4° l'acceptation et le refus des dons et legs pour autant que leur valeur excède le montant prévu à l'article 910 du Code civil ;
- 5° les budgets d'exploitation et d'investissement ;
- 6° les conventions à conclure avec l'État ;
- 7° les actions judiciaires qui sont intentées et défendues au nom de l'établissement par le président du conseil d'administration ;
- 8° l'adoption du règlement d'ordre intérieur.

(2) Le ministre exerce son droit d'approbation dans les trois mois qui suivent la réception de la décision du conseil d'administration. Passé ce délai, il est présumé être d'accord et la décision peut être exécutée.

(3) L'établissement soumet pour approbation au Gouvernement en conseil les décisions suivantes :

- 1° l'approbation des comptes de fin d'exercice ;
- 2° les emprunts et les garanties à contracter.

Art. 5. (1) Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président, aussi souvent que les intérêts de l'établissement l'exigent, et au moins trois fois par an. Le conseil est convoqué à la demande écrite de trois de ses membres. Le délai de convocation est de huit jours, sauf le cas d'urgence à apprécier par le président. La convocation est accompagnée de l'ordre du jour.

(2) En cas d'empêchement du président, le conseil d'administration est présidé par son vice-président. Si celui-ci est également empêché, c'est le membre non empêché le plus âgé qui assure la présidence.

(3) Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par voie de procuration. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du membre qui assure la présidence est prépondérante. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du conseil d'administration qui participent à la réunion du conseil par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens satisfont à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. En cas d'urgence et dans l'impossibilité de se réunir dans un délai raisonnable, le président peut décider d'avoir recours à la procédure écrite.

(4) Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement détermine les modalités de fonctionnement du conseil d'administration.

Art. 6. (1) La direction de l'établissement est confiée à un directeur. Il exécute les décisions du conseil d'administration et assure la gestion courante de l'établissement.

(2) Le directeur est le chef hiérarchique du personnel et il est habilité à soumettre au conseil d'administration des propositions en matière d'engagement et de licenciement du personnel.

(3) Le directeur est engagé sous un régime de droit privé régi par les dispositions du Code du travail.

(4) Le directeur assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative sur demande de ce dernier.

Art. 7. (1) Le personnel de l'établissement est engagé sous le régime du droit privé régi par les dispositions du Code du travail.

(2) Les membres du personnel sont recrutés à la suite d'une annonce publique.

(3) L'établissement peut s'adjoindre des experts pour des missions spécifiques.

Art. 8. (1) Le développement de l'établissement fait l'objet d'une convention pluriannuelle. La convention pluriannuelle est conclue entre l'État et l'établissement pour une durée de quatre ans. Cette convention pluriannuelle est établie sur la base d'un programme d'activités pluriannuel arrêté par le conseil d'administration et reflétant la mission de l'établissement public, sa politique générale, ses choix stratégiques et ses objectifs et définissant ses indicateurs de performance. Elle précise les montants annuels composant la dotation financière pluriannuelle de l'État pour la durée de validité de la convention.

(2) Le directeur rend compte régulièrement au conseil d'administration de l'exécution des engagements contractés par l'établissement dans le cadre de la convention pluriannuelle.

(3) Un rapport sur l'exécution de la convention pluriannuelle est adressé annuellement au ministre pour le 31 mars au plus tard.

Art. 9. L'établissement dispose des ressources suivantes :

- 1° une contribution financière annuelle inscrite au budget des recettes et des dépenses de l'État, réservée à l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention préalable entre le Gouvernement et l'établissement ;
- 2° des revenus d'exploitation et de manifestations ;
- 3° des revenus provenant de la réalisation et de la diffusion de produits imprimés, sonores, audiovisuels ou informatiques sur tous supports existants ou à venir ;

- 4° des dons et legs en espèces et en nature ;
- 5° des emprunts ;
- 6° des intérêts et revenus provenant de la gestion du patrimoine de l'établissement.

Art. 10. (1) Les comptes de l'établissement sont tenus selon les règles de la comptabilité commerciale. L'exercice financier coïncide avec l'année civile. À la clôture de chaque exercice, le directeur établit un projet de bilan et un projet de compte de profits et pertes.

(2) Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement en conseil nomme un réviseur d'entreprises agréé pour un mandat renouvelable de trois ans, pour procéder à la vérification des comptes annuels. Le réviseur d'entreprises remplit les conditions requises par la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant organisation de la profession de l'audit. Sa rémunération est à charge de l'établissement. Il remet son rapport au conseil d'administration pour le 15 mars. Il peut être chargé par le conseil d'administration de procéder à des vérifications spécifiques.

(3) Avant le 1^{er} mai de chaque année, le conseil d'administration soumet au Gouvernement les comptes annuels comprenant le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que l'annexe arrêtés au 31 décembre de l'exercice écoulé, accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement de l'établissement, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprises agréé.

(4) Le Gouvernement en conseil statue sur la validation de l'affectation du résultat et sur la décharge à accorder au conseil d'administration. La décharge est acquise de plein droit si ce dernier n'a pas pris de décision dans le délai de deux mois.

(5) L'établissement est soumis au contrôle de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés.

Art. 11. L'établissement est affranchi de tous impôts et taxes au profit de l'État et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires, de la taxe sur la valeur ajoutée et sous réserve qu'en matière d'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial, l'établissement reste passible de l'impôt dans la mesure où il exerce une activité à caractère industriel ou commercial.

L'application de l'article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est étendue à l'établissement.

Les actes passés au nom et en faveur de l'établissement sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et de succession.

Les dons en espèces alloués à l'établissement sont déductibles dans le chef du donateur à titre de dépenses spéciales dans les limites et conditions prévues par les articles 109 et 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Art. 12. La loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifiée comme suit :

1° À l'article 112, alinéa 1^{er}, le numéro 1 est complété par cinq tirets nouveaux, libellés comme suit :

- « – au Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain,
- à l'Espace culturel des Rotondes,
- à Trois C-L – Maison pour la Danse,
- au Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean,
- au Théâtre National du Luxembourg » ;

2° À l'article 150, le point final est remplacé par une virgule et les termes « le Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, l'Espace culturel des Rotondes, Trois C-L – Maison pour la Danse, le Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, le Théâtre National du Luxembourg. » sont insérés.

Art. 13. À l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie, les termes « des établissements publics sous la tutelle du ministre ayant la Culture dans ses attributions, » sont insérés après les termes « instituts culturels de l'État, ».

Art. 14. La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du [...] portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » ».

Art. 15. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Luxembourg, le 27 juin 2023

La Présidente-Rapportrice,
Djuna BERNARD

